

En Californie, la résistance aux raids contre les sans-papiers

Employeurs et ONG tentent de contrer les arrestations constantes de travailleurs agricoles

REPORTAGE

OXNARD (CALIFORNIE) - envoyée spéciale

L'image a fait le tour du pays. Des ouvriers agricoles sont poursuivis par la police de l'immigration (ICE) jusque dans les champs. La scène, datant du 10 juin, a été tournée à Oxnard, la «capitale» californienne de la fraise, dans le comté de Ventura, à 100 kilomètres à l'ouest de Los Angeles. Elle a révolté les habitants et entraîné un élan de solidarité sans précédent pour protéger les personnes sans papiers. Les voitures banalisées ont débarqué tôt le matin. Une opération commando menée par plusieurs unités. «On n'avait jamais vu la police des frontières et la police de l'immigration patrouiller ensemble», explique Primitiva Hernandez, la directrice d'ONG 805 UndocuFund, qui collecte des fonds pour aider les étrangers en situation irrégulière.

Le raid a semé la panique parmi les ouvriers agricoles. La Californie fournit plus d'un tiers des légumes du pays et trois quarts des fruits dont des noix. Elle emploie 255 000 personnes, dont 60 % sont en situation irrégulière. Le comté de Ventura, qui englobe Oxnard, compte quelque 30 000 ouvriers agricoles employés dans une vingtaine d'exploitations. La plupart sont originaires des régions indigènes du Mexique. Souvent, ils ne parlent pas l'espagnol que l'anglais.

Terre entre les plants de fraises
Le 10 juin, 805 UndocuFund a reçu 600 appels à l'aide et 4 000 textos, soit en un jour. Le volume habituel d'un mois. Des familles ont téléphoné pour dire que leur mère s'était terrée entre les plants de fraises. La police n'était pas autorisée à pénétrer dans un lieu privé sans mandat judiciaire, neuf fermes se sont mises en «lockdown», interdiction de toutes les entrées et sorties, une mesure prévue en cas de fusillade ou d'attentat. D'autres exploitations ont ouvert leurs portes, facilitant les arrestations. «On n'avait pas vu de raids contre les lieux de travail depuis

Neuf fermes se sont mises en «lock down», une mesure prévue en cas de fusillade ou d'attentat



L'entrée d'une exploitation de fraises surveillée afin d'empêcher les raids de l'ICE, à Oxnard (Californie), le 12 juin. AP/GOHOM/APP

que Barack Obama les avait suspendus en 2010, explique Lucas Zucker, de l'association de justice sociale Cause. Même Donald Trump ne l'avait pas fait pendant son premier mandat.»

Dans la soirée, des bénévoles sont allés chercher les employés dans les champs pour les ramener chez eux. Le lendemain, le Farm Bureau de Ventura, une association qui représente les intérêts des exploitations, a protesté. «Lorsque la main-d'œuvre a peur, les champs restent en friche et la chaîne d'approvisionnement - des épiciers de quartier aux grands distributeurs nationaux - en subit les conséquences», a souligné la directrice Maureen McGuire. Le Farm Bureau reflète généralement la position des patrons, que ce soit en matière d'emploi de pesticides ou de conditions de travail. Sa fermeté a surpris. «Il faut vraiment qu'ils soient touchés au porte-monnaie», note la consultante politique Heather Schmidt.

Sous la pression des élus républicains, Donald Trump a rétropédale. Le 12 juin, il a ordonné au département de la sécurité intérieure de suspendre les opérations, par égard pour les «bons agriculteurs» et les exploitants qui, du fait de sa politique, perdent des «travailleurs expérimentés» et «presque impossibles à remplacer». Le répit n'a pas duré. Quatre jours plus tard, les responsables du ministère de la sécurité nationale ont fait savoir que les raids avaient repris. Tom Homan, le conseiller présidentiel pour l'immigration, a conseillé aux patrons de coopérer avec l'ICE pour empêcher les personnes sans papiers et d'utiliser les programmes légaux pour faire venir des saisonniers. «Test illégal

d'embaucher sciemment un travailleur en situation irrégulière», a-t-il insisté. Depuis, le Farm Bureau s'abstient de communiquer.

Une semaine a passé. Les champs sont vides. De la route, on ne voit aucune des silhouettes courbées qui, d'habitude, transhant sur le vert des cultures. La saison des fraises est presque terminée; les choux attendent d'être collectés. Dans le comté, la majorité des récoltes se fait à la main, un travail hautement qualifié mais qui laisse le dos brisé. Les ouvriers agricoles sont payés au salaire minimum (16 dollars - soit près de 14 euros) - l'heure, mais les plus rapides peuvent gagner jusqu'à 30 dollars. Une barquette de 450 grammes, vendue entre 4 et 6 euros, leur rapporte 28 cents.

Devant certaines fermes, on voit quand même des rangées de voitures, garées à l'intérieur des clôtures, pour éviter aux ouvriers d'avoir à descendre sur la voie publique. «Si la police débarque, on leur conseille surtout de ne pas courir», dit Primitiva Hernandez. «Ca lui donne un motif raisonnable de souciper un délit, ce qui lui permet d'intervenir sans mandat.»

Mme Hernandez, une employée de 67 ans, en situation irrégulière depuis vingt-deux ans, s'est risquée à venir cueillir des fraises sur Las Posas Road. Comme elle, les familles font face à une décision difficile tous les matins: aller au travail ou puiser dans leurs économies. «C'est une guerre psychologique», estime Noemi Tungui, dont l'association, Microp (pour Mixteco Indígena Community Organizing Project), vient en aide aux ouvriers agricoles indigènes, a commencé à organiser des distributions de nourriture dans les quartiers.

Les rumeurs circulent, relayant les intimidations pour encourager les sans-papiers à «s'auto-expulser», selon l'expression des autorités, c'est-à-dire à quitter de leur propre chef les Etats-Unis. Primitiva Hernandez a reçu un appel téléphonique en pleine nuit: une femme avait entendu dire que le gouvernement allait bloquer les comptes bancaires des sans-papiers. La responsable, fille de deux ouvriers agricoles, a essayé d'expliquer qu'elle ne voyait rien de tel sur Google. «Finalement, j'ai pleuré avec elle», dit-elle.

Agents en tenue de combat
Partie de Los Angeles, la révolte gronde en Californie contre l'ICE et ses agents en tenue de combat, lourdement armés, en véhicules banalisés. Leur visage est systématiquement dissimulé, au point que le sénateur démocrate Scott Wiener a déposé un projet de loi interdisant aux forces de l'ordre le port du masque. A Oxnard, le conseil municipal a été envahi le 17 juin, après l'interpellation musclée d'un Américain, Juan Ramirez-Diaz, qui déclara qu'il arrêtait l'arrestation de son père. «Magrand-mère est dans une maison de retraite, fait peur qu'ils embarquent tous les pensionnés», explique Tony Sanchez, venu protester à la mairie.

Chaque jour, les troupes de la brigade anti-ice sont plus nombreuses. Ce 17 juin, à Oxnard, l'association VC Defensa, l'un des deux «réseaux de réponse rapide» du comté, organise une formation pour répondre aux descentes de police au 805Lab, un atelier de graphisme et de street art. Plus de 50 personnes sont présentes. L'association compte 500 volontaires, venus protester à la mairie.

Chaque jour, les troupes de la brigade anti-ice sont plus nombreuses.

Ce 17 juin, à Oxnard, l'association VC Defensa, l'un des deux «réseaux de réponse rapide» du comté, organise une formation pour répondre aux descentes de police au 805Lab, un atelier de graphisme et de street art. Plus de 50 personnes sont présentes. L'association compte 500 volontaires, venus protester à la mairie.

Le lendemain de la réquisition du parquet. Le 19 juin, le dissident Elnour Nouriyev, du «tribunal pénal spécial» de Bakou. Trois jours plus tôt, cette cour, chargée de la répression politique, venait de condamner sept journalistes à des peines allant de sept ans et demi à neuf ans de prison.

Lors de son arrestation, le 20 juin 2024, Bahruz Samadov arborait un large sourire plein de confiance, passant menotté d'un fourgon de police à un commissariat de Bakou. Une année de prison préventive a tout changé. Selon les informations de plusieurs proches contactés par *Le Monde*, Bahruz Samadov a tenté de mettre fin à ses jours le 21 juin,

au lendemain de la réquisition du parquet. Le 19 juin, le dissident Elnour Nouriyev, du «tribunal pénal spécial» de Bakou. Trois jours plus tôt, cette cour, chargée de la répression politique, venait de condamner sept journalistes à des peines allant de sept ans et demi à neuf ans de prison.

Lors de son arrestation, le 20 juin 2024, Bahruz Samadov arborait un large sourire plein de confiance, passant menotté d'un fourgon de police à un commissariat de Bakou. Une année de prison préventive a tout changé. Selon les informations de plusieurs proches contactés par *Le Monde*, Bahruz Samadov a tenté de mettre fin à ses jours le 21 juin,

pour lui, l'accusation de trahison est fabriquée de toutes pièces. Selon son avocat, il a refusé de s'exprimer devant le juge lors de la dernière audience consacrée à la défense. Bahruz Samadov, qui

s'était installé à Prague où il poursuivait un doctorat à l'université Charles, critiquait le régime d'Illam Alev sur les réseaux sociaux et dans des articles disséguant les mécanismes du pouvoir. Il était l'un des rares universitaires azerbaïdjanais à appeler publiquement à la paix avec l'Arménie. Une posture inadmissible pour un régime qui n'admet qu'une seule ligne - belliqueuse - sur ce sujet.

Des lettres d'autocratie

Durant l'été 2024, il s'est rendu à Bakou. C'est l'occasion qu'avait choisie l'appareil sécuritaire pour bâillonner cette rare voix dissidente. En avril, depuis sa prison, le

«On est passés du statut de travailleurs essentiels à celui de criminels»

PRIMITIVA HERNANDEZ
directrice de l'ONG
805 UndocuFund

déposé son fils à l'école, et qui a réussi à stopper plusieurs arrestations. Tactique: s'approcher, filmer, alerter. Faire du bruit pour attirer l'attention des passants. «Ça n'est pas illégal», souligne Leo Martinez, à condition de ne pas menacer les policiers. Si on leur fait perdre ne serait-ce qu'une heure, c'est une heure qu'ils n'emploient pas à capturer des gens.»

Il y a cinq ans, pendant la pandémie de Covid-19, les ouvriers agricoles s'étaient vu octroyer des laissez-passer pour circuler malgré le confinement. «On est passés du statut de travailleurs essentiels à celui de criminels», note Primitiva Hernandez. Quelle trahison pour notre communauté.» En même temps, les associations ne désespèrent pas de l'Amérique. Elles croient percevoir un «changement» dans l'opinion, alors que les télévisions locales répercutent tous les jours les images de victimes des raids menottées par des individus encagoulés. L'immigration, qui était jusqu'à-là l'un des points forts de Donald Trump, ne l'est plus. Selon un sondage Reuters-Ipsos, réalisé entre le 11 et le 16 juin, le taux d'approbation de sa politique sur la question est passé de 47 % à 44 % en un mois.

Primitiva Hernandez rappelle qu'en 1994 une tentative de priver les sans-papiers en Californie de services comme l'éducation ou la santé a fait naître une génération de militants. Les Latinos se sont inscrits en nombre sur les listes électorales et les républicains n'ont plus jamais reconquis la majorité dans l'Etat. «Nous allons passer par des moments difficiles, prévoit-elle, mais, à long terme, l'histoire est de notre côté.» ■

CORINE LESNES

Azerbaïdjan : quinze ans de prison pour un opposant au régime

Bahruz Samadov, partisan de la paix avec l'Arménie, a été condamné dans le cadre d'une campagne de répression visant la dissidence

Un tribunal de Bakou a condamné, lundi 23 juin, le politiste et partisan de la paix avec l'Arménie Bahruz Samadov à quinze ans de prison pour «haut trahison» en vertu de l'article 274 du code pénal. Le 20 juin, le parquet avait requis une peine de seize ans à son encontre, au terme d'une enquête menée par le DITX, le service de sécurité d'Azerbaïdjan, pour «suspicion de collaboration avec les services spéciaux arméniens».

Intellectuel prolifique et observateur sagace de l'autoritarisme en Azerbaïdjan, Bahruz Samadov devra purger sa peine dans un établissement pénitentiaire de

haute sécurité, a décidé le juge Elnour Nouriyev, du «tribunal pénal spécial» de Bakou. Trois jours plus tôt, cette cour, chargée de la répression politique, venait de condamner sept journalistes à des peines allant de sept ans et demi à neuf ans de prison.

Lors de son arrestation, le 20 juin 2024, Bahruz Samadov arborait un large sourire plein de confiance, passant menotté d'un fourgon de police à un commissariat de Bakou. Une année de prison préventive a tout changé. Selon les informations de plusieurs proches contactés par *Le Monde*, Bahruz Samadov a tenté de mettre fin à ses jours le 21 juin,

pour lui, l'accusation de trahison est fabriquée de toutes pièces. Selon son avocat, il a refusé de s'exprimer devant le juge lors de la dernière audience consacrée à la défense. Bahruz Samadov, qui

s'était installé à Prague où il poursuivait un doctorat à l'université Charles, critiquait le régime d'Illam Alev sur les réseaux sociaux et dans des articles disséguant les mécanismes du pouvoir. Il était l'un des rares universitaires azerbaïdjanais à appeler publiquement à la paix avec l'Arménie. Une posture inadmissible pour un régime qui n'admet qu'une seule ligne - belliqueuse - sur ce sujet.

Des lettres d'autocratie

Durant l'été 2024, il s'est rendu à Bakou. C'est l'occasion qu'avait choisie l'appareil sécuritaire pour bâillonner cette rare voix dissidente. En avril, depuis sa prison, le

politiste avait écrit une lettre ouverte au premier ministre arménien, dans laquelle il lui demandait de confirmer qu'il ne collaborait pas avec les services secrets arméniens. Une démarche qui a pu être interprétée comme une insoumission supplémentaire, car les détenus politiques sont encouragés à écrire des lettres d'autocratie. Prenant la défense de Bahruz Samadov, l'historien et figure centrale de l'opposition azerbaïdjanaise Jamil Hasanli a écrit sur sa page Facebook: «On l'a accusé de trahison parce qu'il prône la paix. Or, défendre la paix est inscrit dans la Constitution azerbaïdjanaise.»

EMMANUEL GRYNSZPAN